

# **Turquie : Un nouveau sondage d'opinion indique que l'influence de l'AKP est plus forte que jamais**

jeudi 11 septembre 2008, par [Bastien Alex](#)

**Un sondage publié, le 4 septembre 2008, dévoile les dernières évolutions de l'opinion publique en Turquie, et met en évidence deux tendances très nettes. À l'issue de son récent procès devant la Cour constitutionnelle, l'AKP se renforce, tandis les partis de l'opposition parlementaire, s'effondrent.**

L'Institut de sondages « *MetroPoll* », basé à Ankara, a réalisé cette enquête, les 30 et 31 août derniers, auprès de 1251 personnes, dans différentes villes de Turquie. Le résultat est sans appel.

À la question : « *Pour qui voteriez-vous si les élections législatives avaient lieu aujourd'hui ?* », 50,9% des sondés ont répondu qu'ils donneraient leur voix à l'AKP. Le parti au pouvoir n'a apparemment pas souffert des récents épisodes contentieux, qui l'ont mis aux prises avec la Cour constitutionnelle, tels l'annulation de la loi autorisant le port du voile dans les universités ou encore la procédure d'interdiction engagée contre lui (qui n'a finalement pas abouti). Comment expliquer un tel résultat alors même que certains annonçaient, certes de façon un peu téméraire, que ces démêlés judiciaires pouvaient nuire au parti majoritaire ?

« *Si la tendance actuelle se poursuit, l'AKP pourrait atteindre 60%, lors des élections municipales, en 2009. Après l'expérience d'il y a 10 ans, les gens savent que les crises politiques provoquent une instabilité économique et qu'elles ont un impact direct sur leur vie quotidienne* », a confié au « *Turkish Daily News* » (un des quotidiens anglophones turcs) le professeur Özer Sencar, un chercheur de l'institut Metropoll. « *Les gens étaient inquiets pour leur avenir avant le verdict (de la Cour constitutionnelle sur la dissolution de l'AKP). Mais pour la première fois, notre enquête mensuelle suggère que les optimistes sont maintenant plus nombreux que les pessimistes* », constate-t-il encore. Un examen détaillé de la conjoncture révèle, en effet, que, lors du lancement de la procédure de dissolution, le 14 mars dernier, seuls 38,6% des gens estimaient que la Turquie allait dans la bonne direction avec l'AKP, alors qu'ils étaient 49,1% à être de cet avis, en septembre 2007, au lendemain des élections législatives et présidentielles. Pour Özer Sencar, il n'y a pas eu d'incidents politiques majeurs depuis cette date, à l'exception du procès visant à faire interdire l'AKP.

« *Pour les Turcs, les questions économiques ont toujours primé sur les questions politiques. Ils ont considéré le procès d'interdiction comme un risque de déstabilisation pour l'économie* », estime le professeur Sencar. Si l'on suit cette analyse, le procès contre l'AKP, qui aurait pu en fait décrédibiliser la formation de Recep Tayyip Erdoğan, aux yeux du peuple (inconstitutionnalité, atteinte à la laïcité...), à la plus grande satisfaction de l'opposition, n'a pas eu l'effet escompté. Il a, au contraire, renforcé les liens qui unissent l'AKP à son électorat. Ce dernier, craignant une déstabilisation du pays, à la suite d'un nouveau coup d'État, judiciaire, cette fois, est revenu à des préoccupations beaucoup plus pragmatiques. On peut néanmoins émettre d'autres hypothèses, notamment le fait que la relance de l'affaire « *Ergenekon* » ait pu aussi jeter le discrédit sur l'establishment politico-militaire.

Pourtant, ce sondage est encore plus étonnant (bien qu'il soit purement prospectif), lorsqu'il montre l'état actuel de l'opposition. Les manifestations laïques qui se sont succédé, depuis l'été dernier, auraient pu être l'occasion de rassembler une force d'opposition, sous la bannière d'un parti symbolique, comme le CHP. Malgré le soutien d'une partie de la société turque, illustrée par une vraie participation populaire

aux grands rassemblements nationaux, les deux principaux partis d'opposition ne parviennent pas à décoller dans les sondages. Ils enregistrent même un recul significatif, le CHP perdant quatre points (13,9% contre 9,5%) et le MHP deux points (8,4% contre 6,6%) sur les intentions de vote qu'ils récoltaient, lors d'un précédent sondage. Ces partis semblent être victimes de la confusion dans laquelle ils entretiennent leurs lignes politiques, avec un CHP qui joue, en ce moment, la carte d'un nationalisme dur, tandis que le MHP propose des réformes constitutionnelles plus consensuelles, reprenant celles envisagées par l'AKP. « *Le CHP s'attendait à ce que l'AKP soit démantelée. Ses leaders, y compris Deniz Baykal, ont toujours mené une politique de crise et d'affrontement. Mais les gens veulent la stabilité, pas la crise* », explique Özer Sencar.

Le problème pour l'opposition dans l'affaire du procès de l'AKP a sans doute été le manque de soutien de l'opinion publique. Selon ce sondage, entre 60 et 70% des électeurs considèrent que la laïcité n'est pas menacée, en Turquie. Pour Özer Sencar, le choix du CHP, de baser toute son action sur la seule défense de la laïcité, a donc été une erreur stratégique considérable. « *Le CHP a besoin de nouveaux visages et de nouvelles idées* », conclut-il.

Le décalage entre le peuple et l'opposition continue d'apparaître à la lumière d'une autre question portant sur la visite du président Gül à Erevan, pour le fameux match de qualification comptant pour le mondial 2010 (cf. notre édition du 4 septembre 2008). Là encore, les personnes sondées font bloc derrière leur président et soutiennent à 67,4% son déplacement inédit. Seuls 22,9% des répondants approuvent la position adoptée par l'opposition, qui a vivement critiqué cette visite. Pour parachever ce désaveu populaire, le sondage ajoute que plus de 80% des personnes consultées (et 50% des électeurs du CHP) désapprouvent l'attitude du parti kémaliste qui refuse de rencontrer le président Gül, à Çankaya.

Pour ce qui est de l'interdiction des partis politiques, les Turcs se montrent plus divisés. En effet, 40,9% des personnes interrogées déclarent que les partis politiques ne devraient être dissous que s'ils ont recours à la violence ou s'ils incitent le peuple à l'utiliser. Une proportion quasi équivalente (37,4%) continue de penser que les partis politiques ne devraient pas être interdits quels que soient leurs agissements. Enfin, 16,9% des sondés se déclarent satisfaits des dispositions légales actuelles sur la dissolution des partis, en Turquie.

Les réponses aux questions concernant la reconnaissance de droits spécifiques à des minorités ethniques montrent aussi l'expression d'opinions divergentes. Si les Turcs semblent d'accord, tout au moins en majorité (57,6%), sur la nécessité, pour la santé de la démocratie, d'assurer l'existence du DTP, une formation parfois présentée comme la vitrine politique du PKK, 31,2% d'entre eux souhaitent encore son interdiction et 11,3% déclarent ne pas avoir d'idée sur la question. Il faut rappeler qu'en novembre dernier, le procureur Yalçinkaya a déposé un recours devant la Cour constitutionnelle, visant à la dissolution du parti kurde, au motif que ce dernier était devenu un foyer d'activités séparatistes. Les récents attentats d'Istanbul et d'Izmir ne favorisent certes pas l'instauration d'un climat de confiance entre les Turcs et des structures politiques représentant les Kurdes. Cette appréhension et cette méfiance sont confirmées par la réponse à la question relative aux moyens de diffusion de la culture kurde. En effet, si 43,7% des personnes interrogées se déclarent favorables à la création d'une chaîne de télévision kurde, 51,8% y restent fermement opposés, invoquant la crainte d'un renforcement d'activités séparatistes.

Une autre partie du sondage est consacrée à l'action d'Abdullah Gül. Celui-ci, selon 76,9% des personnes interrogées, a « réussi » ou « partiellement réussi », durant sa première année, au poste de président, le pari d'être « le président de tous les Turcs » (seuls 19,7% pensent qu'il a échoué). Les trois quarts des sondés estiment que l'action du président ne met pas en danger la laïcité, tandis que 17,7% d'entre eux déclarent avoir des inquiétudes à ce sujet. Le fait que la première dame du pays porte le voile n'est pas non plus un problème pour près de 86% des personnes interrogées, et seuls 13,5% d'entre elles trouvent cela déroutant. Ainsi, on constate que près de 80% des personnes interrogées considèrent que le président « remplit son devoir ».

Le même sondage révèle également le large soutien qu'apportent les Turcs à la candidature de leur pays à l'Union Européenne. Si un référendum avait lieu aujourd'hui, 69,1% des personnes interrogées voteraient

pour l'adhésion et 23,7% contre. On observe pourtant que la dernière enquête « Eurobaromètre », réalisée au printemps 2008 et publiée en juillet dernier, révèle que ce pourcentage n'est que de 52%. Toutefois, les deux enquêtes montrent que les Turcs sont, à nouveau, majoritairement favorables à l'Europe, ce qui n'était plus le cas depuis deux ans. Rappelons par ailleurs que, toujours selon « Eurobaromètre », seuls 31% des Européens (et seulement 7% des Autrichiens et 16% des Allemands) souhaitent voir la Turquie intégrer l'UE. Ce chiffre atteint néanmoins 45%, lorsqu'on précise la question en mentionnant la nécessité pour Ankara de satisfaire à l'ensemble des critères requis pour adhérer.

Un an après les dernières législatives qu'il a brillamment remporté, l'AKP fait donc plus que maintenir son score historique. Malgré les critiques incessantes de l'opposition et la situation tendue des derniers mois découlant de péripéties judiciaires le concernant directement, le parti gouvernemental semble avoir définitivement conquis une large partie des électeurs turcs, qui lui accordent leur confiance avec une majorité dont peu de partis disposent en Europe. Mais la vraie leçon de ce sondage est l'incroyable faiblesse de l'opposition et son incapacité à conquérir un électorat vital pour sa survie et sa crédibilité. Rappelons que, selon le système électoral turc, seuls les partis réalisant plus de 10% des suffrages exprimés, sur l'ensemble du territoire national, peuvent obtenir une représentation parlementaire. Si les élections avaient eu lieu cette semaine, la Grande Assemblée Nationale de Turquie serait ainsi monocolore et n'accueillerait qu'une seule formation, celle qui est majoritaire actuellement et qui confirme qu'elle est devenue un grand parti populaire.

---

## Sources

- Article original publié sur le site de l'OVIPoT le samedi 6 septembre 2008 sous le titre « [Un nouveau sondage d'opinion indique que l'influence de l'AKP est plus forte que jamais.](#) »